

TIMOR *clips*

N° 7 MARS 1996

Bulletin d'information sur Timor-Oriental

BANGKOK

Le 29 janvier 1996, pour la première fois dans son histoire, le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté une position commune sur la question de Timor Oriental. L'adoption d'une position commune oblige tous les Etats membres de l'Union à suivre une même politique envers Djakarta.

Cependant, personne ne sait avec exactitude quelle est cette politique (bien que le ministre portugais des Affaires étrangères, qui en avait eu l'initiative, se soit déclaré satisfait du texte approuvé), car cet acte est maintenu secret pour une période indéterminée.

Les raisons de cette démarche originale en sont d'autant plus mystérieuses. Les uns ont affirmé qu'il s'agissait de ne pas mettre en danger les négociations avec Djakarta au sujet des otages occidentaux des rebelles d'Irian Jaya. Les autres ont indiqué que les européens se faisaient du souci pour les divers groupes de timorais qui demandaient l'asile politique dans des ambassades occidentales.

Mais, la raison la plus probable en était l'imminence du sommet de Bangkok et le désir de ne pas effaroucher le grand marché indonésien et son patron Suharto. Si cela est vrai nous aurons là une vraie première: les Quinze prennent des dispositions sévères envers un dictateur, mais ne les rendent pas publiques pour ne pas offenser la personne visée. C'est pour le moins original.

Le sommet de Bangkok est terminé. Le premier ministre portugais a fait, pendant la réunion, une proposition directe à Suharto: le Portugal permettrait le rétablissement de relations diplomatiques indirectes entre les deux pays, contre la libération des prisonniers politiques timorais, notamment de Xanana Gusmão. Nous ne savons pas si cette démarche est correcte, si elle portera ses fruits, si elle profitera à la cause du peuple de Timor. Elle aurait l'avantage, selon certains, d'obliger Djakarta à répondre à une proposition.

Ce que nous savons, par contre, c'est que la position de l'Union européenne ne profitera à personne. La région du Pacifique s'éveille. Ce n'est pas seulement un marché. C'est une région qui présente beaucoup de problèmes, où les conflits latents ou visibles (voir la Chine) se multiplient.

Des questions comme Timor Oriental, comme le Tibet, comme la démocratisation en Indonésie reviendront régulièrement à la une. Et on ne pourra pas les esquiver longtemps.

A NOS LECTEURS

Timor clips reprend le contact avec ses lecteurs, après une longue absence. Ceci ne signifie pas que nous ayons déposé les armes, au contraire. Pendant tout ce temps, nous avons dû mener à bien d'autres tâches et notre caractère d'organisation totalement bénévole ne nous permet pas de tout faire à la fois.

En effet, pendant une grande partie de l'année dernière, nous avons entrepris de créer une bourse d'études pour une réfugiée timoraise, qui se trouve déjà chez nous, nous avons assisté un représentant de Timor à Bruxelles et participé à l'organisation d'une journée sur les Peuples sans Droits au Parlement européen, entre autres.

Comme vous pouvez le constater sur ce numéro de *Timor clips* nous avons désormais à notre disposition un siège, un téléphone, un fax, des locaux de réunion.

Tout ceci a été réalisé par des moyens qui sont les nôtres mais aussi grâce notamment au soutien de nos amis du MCP.

S.O.S. Timor
rue de la Poste, 111
1000 BRUXELLES
Tél.: 219.57.20 (le matin)

DANS CE NUMERO

NOS AMIS D'INDONÉSIE
page 8

LA RESISTANCE
CONTINUE
page 7

LES JEUNES DES VILLES
page 4

LE PE ET TIMOR
pages 2 et 6

Journée de réflexion au Parlement Européen

PEUPLES SANS DROITS

Le 7 décembre 1995, à l'occasion du 21ème anniversaire de l'invasion de Timor-Oriental, a eu lieu au Parlement européen une journée de réflexion sur les Peuples sans Droits. SOS Timor a participé à cette initiative en collaboration avec l'Organisation des Peuples non Représentés à l'ONU et des associations kurdes, tibétaines et sahraouies.

"Nous, Peuples du Monde ...", voilà les premiers mots de la Charte des Nations Unies. Ils ont été, entre autres, adressés par Ken Coats, Président de la sous-Commission européenne pour les Droits de l'homme, qui était bien sûr invité, mais n'a pas pu assister le 7 décembre, au Parlement européen, à la journée de réflexion sur le droit à l'auto-détermination des peuples, et de Timor en particulier. Le ton était donné : apparemment il s'agissait moins de dénoncer la dictature de Jakarta que de parler des peuples sans territoire. Apparemment, parce que très vite Timor-Oriental est devenu le cas de cette journée, qui marquait le 20ème anniversaire de l'annexion du territoire maubère par

l'Indonésie. Dans la lettre qu'il a adressée aux organisateurs et au public, Ken Coats dénonçait la vente d'armes, évaluée à plusieurs centaines de millions de dollars, et qui apporte à l'Indonésie le soutien du bloc occidental. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas étaient ainsi accusés d'encaisser des profits "entachés de sang timorais".

La rencontre a aussi permis de souligner le fait, que malgré les condamnations qu'il a formulées, le Parlement européen n'a jamais pris une position claire concernant le régime militaire Indonésien et la revendication timoraise à l'auto-détermination.

La secrétaire générale de l'UNPO (Unrepresented Nations and Peoples

Organization) s'est insurgée contre la non-représentation de Timor au sein des Nations-Unies, sinon par l'intermédiaire de ... l'Indonésie, tout en rappelant qu'une quarantaine de peuples ne sont toujours pas reconnus par les organisations internationales.

Un autre invité : Reza Muharram, Indonésien du Front Démocratique et exilé au Pays-Bas, est interdit de séjour chez lui parce qu'il a participé à une manifestation en faveur de Timor. Face à un auditoire européen, le voilà qui accuse les Quinze d'acheter le pétrole indonésien (on n'ose pas imaginer où va le produit de la vente); voilà quelqu'un qui s'élève contre la complicité européenne vis-à-vis des militaires de Jakarta. Là-bas, l'Etat contrôle tout : "Tout est interdit", dira-t-il. Et cependant entre l'occident et l'Indonésie, tout est permis, aurait-on envie d'ajouter.

A nouveau l'Europe est mise en cause : cette fois c'est au tour des représentants des Peuples Sahraoui (en conflit avec le Maroc) et Kurde (en lutte contre la Turquie). Les complicités européennes avec la Turquie et le Maroc, pays peu démocratiques (et c'est un euphémisme), ont mal tenu le coup face à l'indignation Kurdo-Sahraouie.

ACTIVITES SOS TIMOR

Du 24 février au 16 juin 1996 le CIRE (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers) organise au n° 100, rue du Vivier, une grande exposition sur les réfugiés.

Dans le cadre de cette exposition, le CNAPD et le CNCD, en collaboration avec l'Association pour la Paix, le Comité Sahraoui, la Commission Justice et Paix, le MCP - Forum Bruxellois pour la Paix, l'Oxfam Belgique, Pax Christi Wallonie, SOS Timor, etc., présentent leur action "Espace - Maison des Peuples sans voix", consacré aux problèmes de plusieurs peuples persécutés.

La semaine du 16 au 21 avril sera consacrée à Timor et le 17 avril à 19 heures aura lieu une séance publique sur Timor Oriental.

GARCIA LORCA

La dernière semaine de mars, à l'Association Federico Garcia Lorca, SOS Timor présentera son exposition sur le Timor Oriental.

KANUN

L'Atelier Théâtral des Institutions Européennes a consacré deux représentations de sa pièce "Kanun" à Timor-Oriental. La recette des spectacles du 15 et du 22 mars a été versée à SOS Timor.

*

UNE BOURSE D'ETUDES POUR SOUTENIR TIMOR

Le Comité SOS Timor a pris l'initiative de créer une bourse d'études pour un jeune timorais, dans le double but de favoriser la formation de cadres parmi les réfugiés et en même temps de promouvoir l'information sur Timor en Belgique. La Résistance nous a indiqué une jeune timoraise correspondant le plus au profil que nous envisagions et qui est venue s'installer à Bruxelles.

Il s'agit de Milena Pires (29 ans), elle est licenciée en Sociologie et parle le portugais et l'anglais et un peu de français. Elle pourra profiter de notre bourse pour poursuivre des études de post-graduation. Le 27 février, Milena Pires s'est réunie avec ses parrains et a proposé de développer plusieurs actions en complément à ses études: l'organisation de deux "kits d'information" sur la situation de la femme à Timor et sur le Timor en général et le soutien à une infrastructure d'accueil psychologique pour les réfugiés à Lisbonne.

Par ailleurs, Milena Pires a déjà pris part à plusieurs activités à Bruxelles, notamment des contacts avec des ONG belges. Nos actions d'information comptent aussi avec sa collaboration permanente.

Nous préparons pour le 18 avril une nouvelle réunion entre les parrains et notre boursière. Entre-temps, tous ceux ou celles qui seraient prêts à donner un coup de main aux projets de Milena pourront contacter SOS Timor. Tous les soutiens seront les bienvenus.

TIMOR clips

*
Bulletin d'information
édité par S.O.S. TIMOR
Abonnements :
10 numéros - 200 FB
Par virement au compte
SOS TIMOR
210 - 0751861 - 66
(Mention TIMOR CLIPS)

*
Pour nous contacter
S.O.S. Timor
rue de la Poste, 111
1000 BRUXELLES
Tél.: 219.57.20 (le matin)
Fax: 223.04.42
BP 39 - 1040
BRUXELLES 42

DES FEMMES CONTRE DES HAWKS

Trois femmes anglaises ont été arrêtées, le 30 janvier, sur un site militaire de British Aerospace après avoir détruit un avion de guerre Hawk sur le point d'être livré à l'Indonésie. Une des trois femmes, la jardinière Lotta Kronlid, a déclaré que, de toute évidence, des avions anglais ont été utilisés contre le peuple de Timor-Oriental et qu'il faut, coûte que coûte, arrêter les ventes d'armes à l'Indonésie.

Depuis trois ans plusieurs groupes de citoyens britanniques essayent d'entraver la vente d'armes. Un tribunal saisi par des citoyens de Norfolk a opposé, le 30 janvier, une fin de non recevoir à leurs prétentions.

Le 6 février un quatrième membre du groupe qui avait détruit l'avion militaire, Angie Zelter, a été arrêtée, alors qu'elle se rendait à une réunion publique. Elle était accusée de conspiration criminelle. En Allemagne, des associations de défense des droits humains ont demandé, le 2 février, l'embargo contre la vente d'armes à l'Indonésie, à la suite des déclarations du général indonésien Tanjung selon lesquelles les navires

vendus par la RFA à son pays devraient être utilisées contre "les troubles de l'intérieur".

Il est à noter que plusieurs fournisseurs d'armes à l'Indonésie posent comme condition à la vente de matériel de guerre qu'il ne soit pas utilisé contre les opposants au régime, ce qui exclu, d'une façon générale, les armes légères. Ne sont pas exclus, cependant, les avions ou les navires de guerre. Or, la RFA a cédé à l'Indonésie l'ancienne flotte de guerre de l'ex-RDA. Le général Tanjung vient de déclarer à la revue de Défense de l'Armée Indonésienne que ces navires seront utilisés contre l'ennemi intérieur, notamment les timorais.

A TRAVERS LA PRESSE

«De la dynamite sociale» c'est ainsi que le magazine "Far Eastern Economic Review" caractérise, dans le titre de couverture de son édition du 15 février, la situation actuelle en Indonésie.

Le magazine décrit huit incidents d'une violence inouïe qui se sont produits en Indonésie depuis l'été dernier, ainsi que l'agitation qui a secoué Timor Oriental entre le 8 et le 14 septembre.

Selon le magazine, beaucoup d'Indonésiens n'ont pas le sentiment que le développement leur ait profité. Le chômage, surtout parmi les jeunes, est élevé (plus de sept millions de jeunes au chômage).

Le parti au gouvernement sent le péril. En son sein plusieurs groupements expriment des divergences et créent des d'organisations «quasi-politiques» qui se disputent l'hégémonie au sein de l'Etat.

○ REFERENDUM

L'éditorial de l'édition du 27 janvier de l'hebdomadaire anglais "The Economist" déclare que «le monde démocratique ne doit pas accepter tacitement les actions du Maroc et de l'Indonésie dans les territoires volés» du Sahara Occidental et de Timor-Oriental: «Il doit faire pression en faveur d'un referendum dans chacun de ces territoires.»

"The Economist" souligne que, selon les évêques catholiques, 200.000 personnes ont été tuées en conséquence de l'invasion indonésienne de Timor, en 1975, et que Jakarta maintient sa présence à Dili par la force.

○ COMPROMIS

Dans un article de Jean-Claude Pomonti, le journal "Le Monde" du 16 février, présente un point de vue beaucoup plus tendre envers l'Indonésie, à la veille du sommet de Bangkok.

Après un résumé de la situation de Timor-Oriental depuis l'annexion par l'Indonésie en 1975, l'auteur déclare que les indonésiens «ont prouvé récemment qu'ils pouvaient composer». Et il ajoute: «Djakarta a misé pendant longtemps sur un oubli de la question timoraise. L'épreuve du temps ayant déjoué ce calcul, il reste donc à négocier une solution susceptible de recevoir l'aval d'une société internationale encore ferme sur les principes mais plus souple en ce qui concerne les modalités. Même si beaucoup souhaitent ne plus bousculer Djakarta, tout compromis impliquerait, cependant, des concessions mutuelles, y compris, donc, de la part des indonésiens.»

*

TELEX * TELEX *

REFUGIES - Le nombre de jeunes timorais qui sont arrivés au Portugal, depuis le mois de septembre, en provenance de la capitale indonésienne s'élève à 62. Ces jeunes s'étaient réfugiés dans plusieurs Ambassades pour fuir les persécutions des autorités indonésiennes dont ils étaient victimes chez eux.

Ils ont utilisé notamment les ambassades du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de France, du Japon, de la Pologne, de l'Australie, de Nouvelle Zélande et même de Russie. A chaque fois les timorais ont vu leur être refusé l'asile politique par ces pays, mais le Portugal a accepté de les recevoir.

MISSION DE L'ONU - Du 4 au 8 décembre 1995, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits humains, José Ayalla Lasso s'est rendu en Indonésie et à Timor-Oriental, pour une mission d'observation.

Ayalla Lasso a rencontré les autorités locales du territoire de Timor-Oriental, ainsi que l'évêque Ximenes Belo et Xanana Gusmão, le dirigeant de la résistance timoraise qui est actuellement emprisonné à Cipinang (Java).

Pendant la mission, un grand nombre de timorais ont été arrêtés par les indonésiens, y compris un groupe de six jeunes qui avaient tenté de remettre un message de la résistance à Ayalla Lasso.

CANADA - Le gouvernement indonésien a présenté, le 7 février, une protestation officielle auprès de l'ambassadeur Canadien à Djakarta, en raison du traitement réservé par la presse du Canada à la situation d'une réfugiée timoraise, Isabel Galhós.

Isabel Galhós parcourt le pays en dénonçant la répression qui s'abat sur son peuple. Le 19 janvier l'ambassadeur indonésien au Canada avait visité la mère d'Isabel, à Timor, accompagné par des dizaines de militaires, dans le but de faire pression sur la jeune timoraise.

Cette initiative a choqué l'opinion publique, d'autant plus qu'elle s'est produite lors d'une mission ministérielle à Djakarta.

Excédé par l'écho de son attitude, l'ambassadeur d'Indonésie, Benjamin Parwoto, a déclaré que les "insinuations de pression" de sa part pourraient mettre en danger la mère d'Isabel Galhós, car "ceux gens qui sont pour l'intégration" de Timor-Oriental dans l'Indonésie pourraient tenter quelque chose contre elle.

TIMOR: LA RESISTANCE DESCEND DE LA MONTAGNE DANS LES RUES

Le Timor-Oriental est une ancienne colonie portugaise, envahie par l'Indonésie en 1975. L'annexion indonésienne n'a jamais été reconnue par l'ONU et l'invasion a entraîné la mort de 200 000 timorais (par les armes, par la faim, par les maladies) soit un tiers de la population. Timor la tête, cependant, après 20 ans d'invasion, résiste toujours. Au maquis décimé succède aujourd'hui la résistance urbaine, le front clandestin.

Les manifestations de rue à Timor-Oriental se font de plus en plus fréquentes. En juin 94, à l'université de Dili, en novembre 94, à nouveau dans plusieurs villes, en janvier 95, à Dili et Baukau, des milliers de timorais, pour la plupart jeunes, sont descendus dans la rue pour s'opposer à l'occupant indonésien.

Ces jeunes n'ont pas connu la colonisation portugaise de l'île, interrompue par l'invasion indonésienne en 1975. Ils ont vécu presque toute leur vie sous l'occupation de Djakarta, en un mot, ils sont les enfants de la politique d'intégration menée depuis vingt ans par le régime de Suharto. C'est dire si cette politique a fait faillite.

En outre, la violence de certaines manifestations étonne : à Baukau, les manifestants ont complètement détruit le marché et des centaines, voire des milliers, de migrants bugis, alléchés par Djakarta pour venir établir leurs échoppes à Timor, ont pris la fuite pour un départ définitif.

Il faut dire que beaucoup de données nous échappent, car Djakarta, malgré les injonctions de la Commission des droits humains des Nations Unies, interdit l'accès au territoire à tous ceux qui pourraient nuire à son image, ou ne l'admet que pour des périodes limitées et encore sous la "protection" très rapprochée de ses forces militaires.

Cependant, tous les témoignages paraissent se recouper sur un point : une provocation, parfois une agression aux symboles catholiques, ou bien un meurtre pratiqué par un indonésien, déclenche la réaction des timorais.

Allan Dermody, un voyageur australien, avait déjà signalé, en 1994, l'apparition d'étranges indices de "guerre froide religieuse", tant à Timor oriental que dans les régions avoisinantes qui, elles aussi, sont à majorité catholique,

alors que l'islam, un islam tout particulier, il est vrai, domine largement sur l'ensemble de l'Indonésie.

Des panflets incitant les musulmans, très minoritaires et pour la plupart indonésiens, à pratiquer des profanations contre les symboles chrétiens sont apparus dans la région. Ils auraient été répandus par certaines fractions de l'armée, de façon à provoquer la réaction des timorais et justifier la répression.

Ainsi, les manifestations de juin à l'université de Dili, se sont produites à la suite de profanations, ou de provocations à l'encontre de deus religieuses, pratiquées par des soldats.

La réaction des étudiants, bien que massive, a été cependant mesurée et le recteur de l'Université, pourtant indonésien, a pris leur défense.

En novembre 94, pendant le sommet de l'Apec, la provocation a été plus forte : le meurtre d'un timorais par un colon indonésien. Le reporter de Libération sur place a fait état de la réaction explosive des jeunes à Dili.

En janvier 95, c'est à nouveau le meurtre d'un timorais qui déclenche une réaction encore plus violente, surtout à Baukau.

L'incapacité des différentes fractions au pouvoir à maîtriser la situation à Timor Oriental paraît évidente. Les avertissements d'Ali Alatas, ministre des Affaires étrangères semblent ne pas avoir convaincu les plus intransigeants représentants des faucons au sein de l'armée.

Le fait est que même beaucoup de timorais défendant l'intégration en 1975 sont aujourd'hui aigris et ne cachent pas leur opposition au régime de Suharto. En effet, presque toutes leurs propositions, notamment la mise en oeuvre d'une autonomie limitée pour

Timor, ont été rejetées par Djakarta. Manuel Carrascalão, député timorais au parlement de Java, a récemment fait état de sa déception, dans un interview au journal portugais "Público". Et s'il refuse toujours un référendum pour l'autodétermination dans l'immédiat, c'est de peur de voir l'indépendance être votée, "pour des raisons émotionnelles", à large majorité.

L'INTEGRATION

RATEE

Pourquoi l'intégration a-t-elle fait faillite?

L'Indonésie se targue d'avoir accéléré la croissance économique de Timor-Oriental. Pendant les vingt années d'occupation plus d'écoles, de routes et de maisons ont été construites que pendant toute la période coloniale portugaise.

On peut toujours retourner l'argument. Ces écoles, sont bien celles-là même où l'on veut forcer les timorais à apprendre le Bahasa. Les routes construites ne servent-elles pas aussi et surtout à mieux encadrer une population rétive à l'intégration?

En fait, le développement à l'indonésienne n'a pas profité aux timorais. Les sources de vie et de production traditionnelles timoraises ont été détruites pendant les premières années d'intégration; le nombre de têtes de bétail, selon des sources du parlement australien, serait tombé d'un million en 1975 à cent mille en 1980. Ceci, ainsi que les 200 mille morts provoqués par l'invasion et ses séquelles, a brisé l'économie rurale, basée sur la rotation annuelle entre la culture du riz et l'élevage du bétail. Les transmigrants apportés par Djakarta sur place ont pris les terres désormais "non utilisées" pour y introduire d'autres formes de culture.

En outre, le groupe PT Batara Indra, qui a son origine dans les opérations financières des trois généraux qui ont dirigé l'invasion en 1975 (Benny Murdani, Dading Kalbuadi et Sahala Rajagukguk), accapare aujourd'hui la production et l'exportation des principales matières premières, à savoir, le café, le bois de sandale et le marbre. C'est lui qui fixe les prix du café, par exemple, et jamais à l'avantage des paysans locaux.

Ceci est une des raisons pour lesquelles les timorais ne se sentent pas concernés par les progrès économiques survenus après 1975.

Deux autres éléments de la politique d'intégration ont eu un effet contre-productif, voire dangereux. Les autorités indonésiennes ont essayé d'attirer des centaines d'ouvriers et d'étudiants vers des usines et des universités à Java.

Un programme lancé par la fille aînée de Suharto elle-même à travers sa fondation Yayasan Tiara Indonesia, promettait de bons salaires aux timorais qui voudraient émigrer en Indonésie. Dans presque tous les cas connus, l'aventure s'est mal terminée pour les timorais, ils se sont révoltés contre les conditions de travail qui ne correspondaient pas aux promesses. Bon nombre d'entre eux sont retournés au pays.

De la même façon, les étudiants timorais à Djakarta se sont révélés être parmi les combattants les plus actifs contre l'occupation. Le sit in pacifique dans l'enceinte de l'Ambassade des Etats-Unis en novembre par 29 d'entre eux en est une preuve éclatante. D'un autre côté, la "Far Eastern Economic Review", dans son édition du janvier 95 raconte l'histoire des boursiers timorais qui, bien que triés sur le volet par les autorités de Djakarta, s'empressent de se fondre dans le paysage dès qu'ils sont en Europe ou en Amérique. Ces jeunes gens qui rejoignent les rangs de la nouvelle résistance sont bien sûr taxés d'ingrats par le régime de Suharto. Mais c'est l'échec de la politique de Djakarta qu'ils dénoncent par leur geste.

Le deuxième élément, beaucoup plus tragique et dangereux, se traduit par la faillite de la politique de "transmigration". L'Indonésie essaye depuis longtemps de noyauter, voire de noyer, les peuples les plus éloignés de son empire par des migrants venus de l'île surpeuplée de Java. Le phénomène a entraîné d'autres mouvements de populations qui ne peuvent pas tous être

attribués directement à la transmigration. A Timor, beaucoup de bugis venus de Sulawesi se sont ainsi établis le long des routes et au coeur des villes comme commerçants. Mais, en tout état de cause, les nouveaux venus ont accaparé les postes de la fonction publique et de la vie économique locale, ce qui a eu pour conséquence de réveiller les sentiments nationalistes timorais.

La croissance de l'église catholique (20% de croyants en 1975, plus de 80% aujourd'hui), la persistance de la langue portugaise, pourtant interdite, et les conflits urbains sont les symptômes du malaise profond qui règne à Timor Oriental. Le sentiment national s'est reconstitué au cours des dernières années, malgré la dure guerre d'occupation et la mort ou l'emprisonnement des anciens dirigeants de la guérilla. Le centre de l'opposition s'est maintenant déplacé de la montagne vers les villes.

Entre-temps, en Indonésie même, l'opposition lève la tête à la faveur des fissures qui se font sentir dans le régime. Un sentiment favorable à l'autodétermination des timorais est en train de naître. La situation de l'Indonésie au sein de la communauté internationale devient de plus en plus malaisé: bien que nombre de pays occidentaux continuent de jouer un double jeu, les condamnations du régime de Suharto s'accumulent. Mais, avec la multiplication des acteurs, la situation devient de plus en plus complexe.

Si le régime sent de plus en plus de difficultés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, à maîtriser sa politique timoraise, son aile la plus dure ne dépose pas les armes facilement.

Après avoir fait traîner les négociations qu'il menait avec le Portugal, sous l'égide de l'ONU, le ministre Ali Alatas a accepté de recevoir Ramos Horta, le représentant de la résistance à l'extérieur. Et prochainement, des membres de toutes les tendances timoraises se rencontreront pour débattre de leurs problèmes dans le cadre des négociations à l'ONU.

LES "NINJAS"

Mais, en même temps, confrontés à des manifestations qui se répètent à Dili, les autorités militaires, ne pouvant pas se payer tout le temps le luxe d'une répression ouverte, ont organisé des escadrons de la mort, qui se promènent la nuit dans les quartiers populaires pour enlever, agresser ou tuer des suspects de résistance. Ces

brigades de "ninjas", comme sont désignés ces nouveaux personnages par les timorais, du fait du déguisement qu'ils portent, lancent bien sûr la terreur, mais sont une nouvelle source de désordre: en février 95, après leurs premières actions qui ont pris les timorais au dépourvu, les apparitions de ces brigades sont dénoncées par des bruits de casseroles dès qu'elles se pointent, et les jeunes accourent pour les pourchasser.

*

S.O.S. Timor
rue de la Poste, 111
1000 BRUXELLES
Tél.: 219.57.20 (le matin)
Fax: 223.04.42

UN VOYAGE PAS COMME LES AUTRES

du 24 février au 16 juin
1996

rue du Vivier n° 100

Une grande exposition
organisée par le CIRE
(Coordination et Initiatives
pour Réfugiés et Etrangers)

Dans le cadre de cette exposition, le CNAPD et le CNCD, en collaboration avec l'Association pour la Paix, le Comité Sahraoui, la Commission Justice et Paix, le MCP - Forum Bruxellois pour la Paix, l'Oxfam Belgique, Pax Christi Wallonie, etc., présentent leur action "Espace - Maison des Peuples sans voix"

La semaine du
16 au 21 avril sera consacrée
à Timor

Le 17 avril à 19 heures
une séance publique sur
Timor Oriental

RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPEEN

CESSONS LES VENTES D'ARMES A L'INDONESIE

En septembre 1995, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution sur Timor-Oriental

Le Parlement européen,

rappelant ses précédentes résolutions sur les droits de l'homme au Timor oriental et en Indonésie,

A. considérant les informations publiées dans la presse internationale concernant l'aggravation de la répression exercée par les militaires au Timor oriental, et notamment à Manatuto, contre les manifestations populaires hostiles à l'occupation indonésienne,

B. considérant les événements qui ont eu lieu au mois de juillet 1995 dans plusieurs villes de la région de Baucau, qui ont fait 8 morts et 12 disparus, et dans les régions de Lospalos, Ermera et Liquiça, ainsi que les derniers affrontements à Dili qui ont fait 14 blessés et cause la mort de 3 jeunes de l'école secondaire de Komoro,

C. considérant que ces mêmes autorités militaires confirment avoir effectué trente arrestations depuis le 8 septembre 1995, certaines informations faisant toutefois état de l'incarcération de 66 personnes, dont 11 femmes,

D. considérant le rapport d'Amnesty International de juillet 1995 sur la situation au Timor oriental,

E. considérant qu'après sa visite à Jakarta, Mme Madeleine Albright, ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, a entre-temps exprimé son inquiétude devant la situation à Timor oriental,

F. considérant les déclarations de D. Ximenes Belo, évêque de Dili, qui établit un rapport entre les actions de

répression en cours et les tentatives d'islamisation forcée de la population,

G. considérant la décision de la Cour de Justice de la Haye sur Timor,

H. considérant la poursuite des manifestations de la population du Timor contre l'occupation de son territoire par l'Indonésie,

I. vivement préoccupé par les conditions dans lesquelles des centaines de prisonniers politiques sont toujours détenus en Indonésie, et par le fait que certains d'entre eux restent sous le coup d'une condamnation à mort pour des faits qui remontent à une trentaine d'années,

J. atterré par la décision récemment prise par les autorités indonésiennes d'exécuter les peines capitales prononcées contre les sergents-majors I Bungkus et Nataneal Marsudi, tous deux âgés de 67 ans, qui sont détenus depuis octobre 1965,

1. condamne sévèrement la répression militaire indonésienne au Timor oriental et exprime sa solidarité avec les victimes et leurs familles;

2. demande instamment que soient respectés les droits fondamentaux, y compris la liberté de culte, au Timor oriental,

3. exprime son soutien au peuple du Timor oriental dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination, et demande que le processus de négociation en cours, sous l'égide du Secrétaire général des Nations unies, entre l'Indonésie et le Portugal ainsi que le dialogue entre les parties en présence à Timor soient menés au plus tôt à bon

terme; demande que la participation des représentants du peuple du Timor oriental soit assurée;

4. invite instamment la communauté internationale, et notamment les Etats membres, à cesser toute vente d'armes et toute assistance militaire à l'Indonésie et à suspendre toute action de coopération économique aussi longtemps qu'il n'aura pas été mis un terme à l'occupation du Timor, conformément en cela à sa résolution du 14 juin 1995 sur la communication de la Commission au Conseil: "Vers une nouvelle stratégie pour l'Asie";

5. demande au gouvernement indonésien d'annuler sur le champ ces condamnations à mort et d'en informer immédiatement les prisonniers;

6. insiste auprès du gouvernement indonésien pour qu'il libère immédiatement tous les prisonniers politiques, amnistie les 24 prisonniers qui sont encore en détention pour des faits remontant à octobre 1965 et autorise leur libération;

7. réitère sa décision contenue dans sa résolution du 21 novembre 1991 sur les massacres à Timor-Est d'envoyer une mission d'enquête au Timor oriental et insiste auprès du gouvernement indonésien pour qu'il s'abstienne d'entraver la venue de cette mission;

8. charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, au gouvernement indonésien et au Secrétaire général des Nations unies.

Vient de sortir:

INTERNATIONAL LAW AND EAST TIMOR

Un livre sur le droit international et les droits du peuple timorais

Une publication de la Plateforme Internationale des Juristes pour Timor Oriental

Pour toutes commandes:

S.O.S. Timor - rue de la Poste, 111 - 1000 BRUXELLES Tél.: 219.57.20 (le matin)

Le maquis continue de résister

IL FAUT AUGMENTER LA PRESSION INTERNATIONALE SUR L'INDONESIE

- déclare Konis Santana, chef de la résistance

«Des centaines de jeunes sont prêts à se joindre au maquis timorais, mais la guérilla manque d'armes» - a déclaré Konis Santana, dans une déclaration enregistrée qui est parvenue fin février à l'extérieur à travers le réseau clandestin de la résistance.

Konis Santana est le dirigeant des FALINTIL, la guérilla timoraise, depuis l'arrestation de Xanana Gusmão et Ma Huno par les militaires indonésiens.

Dans sa déclaration, il explique que, malgré ses forces réduites, la résistance armée poursuit son action d'harcèlement à l'encontre des occupants indonésiens.

Selon le dirigeant du maquis, entre octobre et janvier, les FALINTIL ont provoqué environ trois dizaines de pertes parmi les troupes indonésiennes. L'armée d'occupation, à son tour, a tué 19 guérilleros et en a arrêté 10.

Le but de la guérilla, pour le moment, n'est pas évidemment de gagner la guerre contre l'armée indonésienne, mais plutôt de maintenir un foyer de contestation et d'instabilité et une base pour recueillir les jeunes forcés de fuir les persécutions. Le maquis a décidé il y a quelque temps de se mêler à la population des campagnes et de créer des liens avec le réseau clandestin dans les villes.

Les coups les plus durs portés par les indonésiens récemment l'ont été précisément contre la jeunesse urbaine qui s'est révoltée à plusieurs reprises pendant toute l'année de 1995. Des provocations qui ont fait exploser les jeunes, des attaques de groupes armés (les "ninjas"), l'engagement de timorais par les forces de police ou l'armée d'occupation ont sérieusement ébranlé le réseau clandestin dans les villes, explique Konis Santana.

Les récents mouvements d'infiltration de timorais dans les ambassades occidentales à Djakarta s'expliqueraient ainsi par la situation désespérée de certains jeunes qui avaient été acculés à la révolte ouverte et n'avaient d'autre solution pour fuir les persécutions si ce n'est le maquis.

A plus long terme, la résistance a pour but de forcer l'Indonésie à négocier sérieusement a déclaré Konis Santana. Tout en soutenant les efforts des Nations Unies pour faire progresser les conversations entre le Portugal et Djakarta, le chef du maquis souligne que la présence des représentants de la résistance est absolument nécessaire pour la réussite des négociations.

Konis Santana souligne que le processus timorais prendra encore du temps, que les forces d'occupation indonésiennes continuent d'exercer une répression brutale sur le peuple de Timor-Oriental et que Djakarta a pu jouer la carte de l'aterrissement, esquivant les vrais problèmes. "Il faut changer le cadre des négociations. Il est nécessaire que les pays occidentaux, notamment les USA, jouent un rôle plus actif dans le soutien aux efforts des Nations Unies et du Portugal en vue d'accélérer la résolution du problème de Timor-Oriental."

Selon un témoin à Timor

LA VIOLENCE ET L'ARMEE TOUJOURS PRESENTES

Un visiteur qui s'est rendu récemment à Timor Oriental a fait part de l'imposante présence militaire indonésienne dans le pays. Ce visiteur doit garder l'anonymat, pour des raisons de sécurité, mais son témoignage coïncide en gros avec les informations en provenance d'autres sources et reflétées par la presse.

Il a parcouru une grande partie du territoire et a pu voir un peu partout les troupes de Jakarta. Entre Fuiloro et Lospalos, à l'est, il a vu trois camps militaires, chacun comportant un bataillon. Entre Baucau et Lautem, toujours à l'Est, 14 camions militaires pleins à craquer de soldats lourdement armés. Sur le chemin de Dili à Aileu, qui n'a que 45 km de long, il a compté 5 postes d'observation. Et finalement sur le port de Dili, il a pu voir deux bateaux pleins de soldats armés jusqu'aux dents.

Selon le témoin, ils avaient un air menaçant. D'après son chauffeur timorais, ce sont eux qui dirigent les attaques des "ninjas", ces commandos qui terrorisent en pleine nuit sous le couvre-feu les familles timoraises.

Les soldats sont présents partout. "L'occupation" religieuse, elle aussi, devient

de plus en plus pesante : les mosquées se multiplient, et les religieux indonésiens s'infiltrent massivement dans les institutions catholiques.

En un mot, selon lui, qui connaît assez bien la situation à Timor Oriental, la situation est maintenant la plus mauvaise par rapport à ce qu'elle a été depuis février 1992, juste après le massacre du 11 Novembre 1991, au cimetière de Dili).

"Les persécutions, les tueries, les intimidations en ville et dans la montagne ne souffrent pas de répit" a-t-il dit.

Pendant son séjour une insurrection a eu lieu à la prison de Bécora (la presse australienne et l'agence Reuter en ont fait mention) : selon ses sources, 47 timorais auraient été blessés et un autre tué. Il s'agit d'Armino da Silva, âgé de 29 ans. Huit prisonniers se sont enfuis et certains d'entre eux auraient gagné le maquis, bien que les indonésiens déclarent les avoir tous capturés à nouveau.

Amnesty International a, d'ailleurs, exigé une enquête sur ces événements à la prison de Bécora.

*

TELEX * TELEX *

CONVERSATIONS

Le 7ème tour de conversations entre les Ministres des Affaires Etrangères du Portugal et de l'Indonésie a eu lieu le 16 janvier à Londres, sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies, Boutros-Boutros Ghali.

La préservation et la promotion de l'identité culturelle du peuple timorais et les relations bilatérales entre le Portugal et l'Indonésie ont été les principaux thèmes examinés pendant cette rencontre.

Le ministre portugais, Jaime Gama, et son homologue indonésien, Ali Alatas se sont accordés pour faciliter la tenue de la deuxième rencontre entre timorais de toutes tendances qui aura lieu à Burg Schlaining, en Autriche, du 19 au 22 mars. La réunion intratimoraise aura la même composition que la précédente, 30 représentants de toutes les sensibilités politiques devant y prendre part.

Les deux ministres ont décidé en outre de poursuivre les conversations sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies le 29 juin à Genève.

ARRESTATION

Une étudiante timoraise, Utilia Filipe Ximenes Belo, nièce de l'évêque de Dili, Ximenes Belo, a été arrêtée le 14 février à Tanjung Priok, dans l'île de Java, par des policiers en civil.

ENVOYE DU PAPE

Le 25 février 1996, un envoyé du pape, le cardinal Roger Etchegaray, s'est rendu à Timor-Oriental pour contacter les responsables de l'église catholique dans le territoire.

Pendant le mois de février, le pape s'était déclaré préoccupé du sort du peuple de Timor.

Le cardinal a participé à une cérémonie religieuse à la cathédrale de Dili, pendant laquelle il a critiqué les violations des droits humains.

Des provocateurs ont alors attaqué la foule présente et la police indonésienne a arrêté un certain nombre de timorais.

INDONESIE ET TIMOR
LA MEME LUTTE

Récemment, plusieurs mouvements d'opposition en Indonésie se sont joints aux luttes des étudiants et des travailleurs timorais pour l'indépendance de Timor Oriental. Wilson, secrétaire général du nouveau syndicat PPBI et le l'organisation SPRIM (Solidarité Indonésienne avec la Lutte du Peuple Maubere) a fait un tour en Europe pour la cause du Timor et de la démocratisation en Indonésie. Voici l'interview qu'il a accordé, le 6 mars 1996, au journal "Le Soir".

• Votre syndicat, le PPBI, créé en octobre 1994, est un cas à part dans le paysage indonésien, dominé par le régime militaire du président Suharto. Quels sont ses principaux objectifs ?

○ Dans l'immédiat, nous oeuvrons pour que le salaire quotidien des travailleurs passe à 3 \$ (7.000 roupies - moins de 100 FB), contre 2 actuellement. Nous réclamons aussi le droit de créer des syndicats indépendants - qui n'est pas reconnu légalement pour l'instant - et l'arrêt de l'intervention militaire dans les conflits sociaux.

• Mais le PPBI va beaucoup plus loin, son action s'intègre dans un mouvement plus vaste de démocratisation.

○ C'est exact. Le PPBI est l'une des composantes de l'Union démocratique des peuples (PRD), qui chapeaute aussi des associations d'étudiants, de paysans, d'artistes ... Cela représente plus de 18.000 membres qui veulent, dans leurs secteurs, mobiliser la population sur les question de démocratie, et plus particulièrement sur la nécessité d'assurer l'autodétermination du Timor oriental. Pour sensibiliser les Indonésiens, et plus seulement quelques poignées d'activistes sur ce sujet, le PRD a organisé le 7 décembre l'occupation des ambassades hollandaise et russe à Djakarta - qui s'est soldée par l'arrestation de plus de 100 personnes, qui ont finalement été relâchées. Nous avons aussi mobilisé, le 11 décembre, quelque 14 mille travailleurs, timorais et indonésiens, dans une usine appartenant à la famille du président Suharto.

• Comment réagit le pouvoir à ces actions ?

○ Le gouvernement refuse toujours de légitimer les organisations d'opposition, il n'autorise que celles contrôlées par l'Etat. Ce qui signifie que, parfois, certains de nos partisans se font tirer dessus, sont torturés ou kidnappés par les militaires. En outre, il existe un système légal, pour envoyer les opposants en prison : c'est la "subversive law" et, surtout, héritée des colonisateurs, la "criminal law against president", qui expose les contrevenants à une peine de une à huit années de

prison - plusieurs procès sont en cours contre certains membres du PRD ou d'une de ses organisations, y compris contre moi.

• De quel soutien bénéficie aujourd'hui le président Suharto ?

○ Les militaires, bien sûr, ainsi que son parti, le Golkar, et un mouvement qui se qualifie d'organisation d'intellectuels islamistes. Tous trois s'attachent à "bétonner" les activités politiques. Avec le développement économique cependant, qui permet un accès plus grand à l'éducation, à la télévision, à la radio, les critiques se font plus nombreuses contre le régime, des manifestations spontanées ont lieu. C'est la première fois que le gouvernement n'arrive plus à contrôler tous les mouvements de société. Ce qui n'est pas sans intérêt compte tenu des élections qui doivent être organisées l'année prochaine. Dans cette perspective, les forces démocratiques ont constitué, en décembre dernier, le Comité indépendant pour la surveillance des élections, une alliance de toute l'opposition. Non pas pour gagner - le scrutin a seulement pour but de légitimer le gouvernement - mais pour mobiliser la population - l'approche des élections est le seul moment où le gouvernement l'autorise.

• Et sur le Timor oriental, pensez-vous obtenir gain de cause ?

○ Il est évident que l'autodétermination aura lieu. Il existe une solidarité internationale, certains gouvernements occidentaux sont très actifs dans ce domaine - même si d'autres sont plus hypocrites et refroidissent leurs ardeurs en matière de droits de l'homme face au marché de 200 millions de personnes que représente l'Indonésie. Dans notre pays aussi les choses changent. La population constate qu'on a injecté beaucoup d'argent pour l'occupation du Timor oriental, que de nombreux soldats y sont morts. Pour rien. Des arguments qui portent même dans certaines sphères de l'armée.

Propos recueillis par
AGNÈS GORISSEN